



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



**TOGETHER**  
*for a sustainable future*

## DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

## FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

## CONTACT

Please contact [publications@unido.org](mailto:publications@unido.org) for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at [www.unido.org](http://www.unido.org)

19298

REMARQUES CONCERNANT LE SYSTEME DE CONSULTATIONS DE L'ONUDI

préparé par G. de Bernis,  
Université de Grenoble I

<u>Table des matières</u>	<u>Page</u>
HISTORIQUE	1 - 4
La Charte de l'ONUDI et ses idées fondamentales et la Conférence de Lima	1 - 4
LA SITUATION ACTUELLE	5 - 15
Statistiques économiques régionales	5 - 6
Six points pour une nouvelle approche:	7 - 15
. Le financement	7
. Le jeu du marché	7 - 8
. Le système des prix	8 - 10
. La précarité de l'interdépendance	10 - 11
. Le choix des technologies	11 - 14
. L'environnement	14 - 15
***	
1. SUR LA PREPARATION DES CONSULTATIONS	16 - 19
a) La vision globale du développement du pays ou de la région. Le lien entre les différentes industries.	16
b) L'ensemble des mesures qui doivent accompagner la création de l'activité nouvelle	17
2. L'ECHELLE DE LA CONSULTATION	17 - 18
. Niveau régional	17 - 18
. Niveau national	18
3. LES PARTICIPANTS AUX CONSULTATIONS	18 - 19
. Niveau technologique	19

Résumé: Le document rappelle les théories appliquées lors de la conception du Système de consultations et les récents développements économiques mondiaux. Six idées sont explicitées pour une nouvelle approche des problèmes. Dans une deuxième partie, le document présente des approches envisageables pour la préparation des futures Consultations.

## REMARQUES CONCERNANT

### LE SYSTEME DE CONSULTATIONS DE L'ONU

Les structures du Système des Consultations peuvent être observées de divers points de vue. S'il faut à tout moment se livrer à la critique interne -se demander si, et dans quelle mesure, les procédures concrètes utilisées dans le passé l'ont été avec le maximum d'efficacité (1)-, il faut aussi se livrer à la critique externe, comparer les résultats aux objectifs et s'interroger sur le point de savoir si les pratiques mises en oeuvre il y a une quinzaine d'années sont encore adaptées au contexte dans lequel elles se réalisent. C'est ce second point de vue qui est le nôtre ici.

Une quinzaine d'années après, la Charte de l'ONU, promulguée peu après sa création, à la Conférence de Lima, en 1975, est dans toutes les mémoires. Elle constitue un point de départ incontournable de la critique externe du Système des Consultations: en effet, c'est le contenu même de la Charte qui définit les objectifs et la stratégie de l'Organisation, d'où se déduit la mission spécifique de la Division concernée, et donc le critère de son efficacité. Celle-ci se révèle dans les faits par la confrontation des objectifs -le contenu de la Charte- et des résultats, mais cette confrontation, elle-même, n'a pas de sens si l'on ne prend en compte les bouleversements profonds observés au cours de la période dans les structures des relations économiques internationales. Ce sont les trois points à partir desquels quelques conclusions provisoires pourront être élaborées.

---

1. L'évaluation de l'Assistance Technique de l'ONU avait le même objectif.

1. En se limitant à l'essentiel, six idées forces se dégagent de la Charte.

-Le développement, loin de résulter d'une adaptation à l'environnement, exige de transformer les structures internes (point 16) et d'éliminer "toutes les formes de domination politique et d'exploitation socio-économique étrangères, partout où elles existent" (points 24, 33).

-L'industrialisation, la tâche à laquelle l'ONUDI doit en priorité contribuer, ne se réduit pas à des implantations industrielles; elle est un "processus... visant de manière générale à assurer un développement socio-économique auto-entretenu et intégré" (points 14, 23, 24), grâce à ses incidences technologiques et socio-économiques (point 50). Elle est le résultat de "plans d'industrialisation à long terme, clairement définis, s'appuyant d'abord sur l'effort national propre, complété par l'adoption de mesures concrètes et la mise en place de mécanismes institutionnels (efficaces)" (point 58 a). L'ensemble du point 58 décrit avec nombre de détails les conditions de sa réalisation, en particulier en ce qui concerne les branches ou secteurs à développer en priorité (points 52 et surtout 58 f).

-La planification du développement est à ce point l'inverse de la soumission aux forces extérieures -le "marché" (point 42), les firmes transnationales- que leurs activités doivent être réglementées, voire contrôlées (ibid.), et leurs investissements soumis aux "objectifs des plans de développement de l'économie nationale" (point 58 n) Chaque pays industrialisé peut aider ce processus d'industrialisation

en contrôlant l'activité du capital transnational originaire de chez lui (point 59).

-L'investissement des firmes transnationales ne peut se substituer à l'aide et à l'assistance au développement; celles-ci, qui sont légitimes, étaient alors considérées comme insuffisantes dans leur volume, et dans leur forme du moment (point 18).

-Le développement de la capacité autonome d'accumulation, d'innovation et de recherche n'est compatible ni avec le fardeau du service de la dette (2), ni avec les transferts découlant des investissements privés étrangers (point 10), ni avec le système mondial des prix (points 15, 19, 47, 48) (3).

-L'accroissement du niveau de vie et la juste répartition des résultats du développement industriel ne sont pas assurés par l'ensemble de ces forces extérieures (point 58 b et d).

On voit bien à quel point on opérait une réduction déformatrice lorsque, dès ce moment-là, beaucoup d'interprètes de la Charte, au sein même de l'Organisation, les réduisaient à un objectif quantitatif, faire passer, avant l'an 2 000, la part de la production industrielle mondiale installée dans le Tiers-Monde de 9 à 25% (ce chiffre figure dans une annexe de la Charte, mais à titre d'exemple, d'ordre de grandeur). Très vite, certains n'avaient pas manqué de faire remarquer que ce chiffre pouvait être atteint de bien des manières, certaines

---

2. Ce point est d'autant plus intéressant qu'à l'époque le poids de la dette était sans commune mesure avec ce qu'il est devenu depuis.

3. On doit souligner la lucidité des rédacteurs de la Charte, car, même encore aujourd'hui, peu d'économistes attachent l'importance qui revient à ce problème du prix qui n'en est pas moins le plus vieux problème de l'économie politique.

d'entre elles n'ayant aucune chance de donner aux pays du Tiers-Monde les conditions de leur véritable développement.

Il fallait bien rappeler, pour éviter tout débat inutile, la doctrine de base de l'ONU, dont on ne sache pas qu'elle ait jamais été remise en cause officiellement depuis 1975, et dont on ne voit pas en quoi l'évolution du monde au cours de ces quinze dernières années justifierait son abandon, bien au contraire.

2. L'état de l'industrie dans le monde révèle brutalement l'écart entre la réalité et les objectifs de la Charte: selon le dernier Rapport sur le Développement Industriel dans le Monde, la part du Tiers-Monde, NICs et baleines compris, Chine exclue (4), dans la valeur ajoutée manufacturière mondiale est passée de 10,3 % en 1975 à 12,1 en 1980, et 13,8 % en 1987 (le calcul est effectué en \$ des Etats-Unis de 1980). En 1987, le Tiers-Monde regroupait 53,1 % de la population mondiale (5).

Même si, malgré ses insuffisances criantes, on retenait l'objectif quantitatif et global des 25 % pour l'an 2 000, on devrait bien admettre que l'on est loin de pouvoir envisager d'y parvenir, très loin!... Mais on ne peut se contenter de chiffres si globaux. La répartition de l'industrie dans le Tiers-Monde est aujourd'hui très inégale. Si les "Dragons" de l'Asie vivent un authentique procès d'industrialisation (6), et si quelques autres pays disposent de bases industrielles déjà significatives (7), d'autres régions ont bien quelques entreprises industrielles sur leur territoire, mais sans que l'on puisse y parler de procès d'industrialisation (8), et de

---

4. L'erreur qui en résulte peut être significative puisque le taux de croissance de l'économie chinoise depuis 1980 semble très élevé (on parle de 9 % par an, mais il est difficile de trouver des précisions sur la signification exacte de ce chiffre).

5. La valeur ajoutée manufacturière par tête en 1985 était en moyenne, de 2 554 \$ des Etats-Unis dans les pays développés à économie de marché, et de 144 dans ceux du Tiers-Monde.

6. Valeurs ajoutées manufacturières par tête en 1987: 940 \$ (des Etats-Unis, 1980) en Corée, 1 589 à Taïwan, 1 839 à Hong-Kong, 2 500 à Singapour. Au total ces pays regroupent 1,4 % de la population mondiale et produisent 2,6 % de la VAM mondiale.

7. Brésil (2,9 % de la population mondiale, VAM totale en 1987: 74 milliards de \$, soit 2,24 % de la VAM mondiale; VAM/tête: 526 \$); le reste de l'Asie de l'Est et du Sud-Est (6,2 % de la population mondiale; VAM totale: 43, soit 1,3 % de la VAM mondiale; VAM/tête: 142 \$); Inde (16,1 % de la population mondiale; VAM totale: 37, soit 1,12 % de la VAM mondiale; VAM/tête: 50 \$).

8. Les autres pays d'Amérique Latine (5,7 % de la population; VAM totale: 127, soit 3,34 % de la VAM mondiale; VAM/tête:

vastes régions sont encore de véritables déserts industriels (9). Bien plus, dans ces derniers groupes de pays, certaines implantations industrielles isolées peuvent être loin d'y avoir constitué un progrès (10).

Autre chose encore serait de se demander si ce qui s'est fait a été conforme aux recommandations de la Charte de 1975, suppression des dominations, mise en oeuvre d'une dynamique de développement auto-entretenu, et d'une capacité autonome d'innovation et de recherche, réduction du fardeau de la dette et amélioration du niveau de vie de toute la population... Il vaut mieux ne pas trop entrer dans ces considérations.

Une approche plus efficace s'impose.

---

456 \$), l'Afrique du Nord et l'Asie Occidentale (6,1 % de la population; VAM totale: 63, soit 1,9 % de la VAM mondiale; VAM/tête: 213 \$).

9. L'Afrique tropicale (8,5 % de la population; VAM totale: 16, soit 0,5 % de la VAM totale; VAM/tête: 40 \$) et le reste du sous-continent indien (6,4 % de la population; VAM totale: 9, soit 0,28 % de la VAM mondiale; VAM/tête: 29 \$).

10. On comprend qu'une firme transnationale produisant des chaussures trouve un intérêt réel à s'installer dans un pays où la production de chaussures relève exclusivement de l'artisanat, mais une petite centaine d'emplois industriels s'y substituent à plusieurs milliers d'emplois artisanaux, encore faut-il tenir compte de ce que la production artisanale n'entraînait que des importations dérisoires (colle), alors que tout le matériel et les produits intermédiaires de l'usine moderne nouvelle sont importés, ce qui alourdit la balance.



3. Une approche différente est de toute manière nécessaire parce que le monde a changé au cours des quinze dernières années. Six points méritent d'être signalés à ce sujet. Comme il s'agit seulement de rappeler des choses bien connues de tous, on n'en développera aucun.

a/ L'échec du recours à l'endettement et les conséquences de la "crise de la dette" depuis 1982 ne permettent plus de faire semblant de croire que le recours au financement externe constitue un moyen du développement. Indépendamment de la question, par ailleurs essentielle, de savoir quand sera enfin annulée toute la dette actuelle, pour arrêter le processus de dégradation de la situation dans le Tiers-Monde, il faut avoir pour règle d'établir, en même temps que le projet, son mode de financement. La première conclusion à en tirer est que le Système des Consultations n'aura d'efficacité que s'il prévoit chaque fois le volet financier, mais celui-ci n'a aucune raison de se transformer en demande d'aide financière (11).

b/ L'autonomisation croissante de la "production internationale" (12) interdit d'imaginer, comme on pouvait le faire en 1975, aussi bien un contrôle éventuel de la part de l'Etat du pays d'origine de la firme sur son comportement à l'extérieur qu'un code de bonne conduite. On ne peut donc plus

---

11. Toutes les dépenses internes (salaires, génie civil, matières premières d'origine locale, etc.) peuvent être financées par la création monétaire des banques de second rang, comme elles le sont normalement dans les pays avancés; une partie des équipements peut être obtenue, dans le cadre du commerce Sud-Sud, auprès des pays du Sud qui produisent déjà des biens d'équipement et qui ont des chances de proposer des technologies en progrès et mieux adaptées aux besoins du Sud; le reste seulement doit être acheté au Nord: il est clair que l'usage systématique des possibilités ouvertes par un développement conséquent des pays du Sud modifiera les rapports de prix entre le Nord et le Sud.

12. Soit la production des firmes transnationales à l'extérieur de leur territoire d'origine.

8

considérer les Consultations comme une sorte de demande faite aux firmes transnationales de participer à la mise en oeuvre d'implantations industrielles ici ou là: elles vont là où elles le décident selon leur stratégie et leurs intérêts. Ceci explique pourquoi les Gouvernements des pays de l'OCDE sont de moins en moins actifs au sein des Consultations. Mais, puisque marché il y a, il faut en jouer le jeu: une fois défini le projet utile au développement industriel d'un pays déterminé, la Consultation permet à l'ONUUDI, qui a déjà aidé le pays à lancer l'appel d'offres, à choisir celles des réponses qui correspondent le mieux aux conditions techniques du cahier des charges, et proposent un prix normal pour la fourniture des services demandés.

c/ La vague de libéralisme qui a déferlé sur le monde depuis quinze ans (13) a eu pour premier effet d'"intégrer" les pays du Tiers-Monde au marché mondial dans les pires conditions (14). Certes, ce sont les Programmes d'Ajustement Structurel qui les y ont conduits, parce que leur objet n'était pas seulement de les aider à créer les conditions qui leur permettraient de payer la dette (15). En fait, le FMI a

---

13. Elle n'a rien d'original, elle est absolument analogue à toutes celles qui ont déferlé dans les crises précédentes du capitalisme, à la fin du XIXème siècle, comme entre les deux guerres. Elle se résorbera, comme les précédentes aussi, s'il y a une issue à la crise.

14. F. Perroux, de son vivant, dès qu'il entendait parler d'intégration, posait toujours la question "Qui intègre? Au bénéfice de qui?" Elle reste d'actualité.

15. Si cela avait été le cas, les PAS ne se seraient pas contentés d'inciter les endettés à exporter plus: le FMI aurait veillé à organiser les marchés pour que tous les endettés ne cherchent pas à vendre en même temps sur les mêmes marchés la même gamme étroite de produits, ce qui menait inévitablement à la chute des prix qui a profondément dégradé les termes de l'échange du Tiers-Monde, et anéanti sa capacité de remboursement (la perte est estimée à 150 milliards de \$); le FMI aurait empêché les pays de l'OCDE d'intensifier leur protectionnisme, en arguant de son caractère doublement paradoxal (au départ, aucun pays ne peut rembourser une dette

joué de l'appui que lui donnaient les Banques créancières pour forcer les pays endettés ~~pour~~ à adopter un comportement plus libéral que celui d'aucun pays développé. Le recours à de pseudo arguments théoriques (16) ne peut cacher le souci de permettre aux forces dominantes de disposer d'un marché sur lequel elles peuvent se livrer aux manipulations qui leur sont utiles : ceci suffit à fausser le fonctionnement du Système des Consultations; même si les Gouvernements des Etats-pôles n'interviennent pas directement, les firmes originaires de ces pays ne prennent que les positions qui leur sont dictées par des intérêts autres que celui de l'industrialisation.

Cette "ouverture" a un second effet aussi redoutable sur les résultats du Système des Consultations, dans la mesure où, à travers exportations et importations, le système mondial des prix relatifs est discrètement imposé au Sud. Or, même si on fait abstraction des manipulations diverses pratiquées par les Etats les plus puissants du Nord, ce système de prix relatifs, qui exprime les productivités sectorielles du travail des pays du Nord -des prix "vrais" pour eux-, ne peut correspondre en même temps aux productivités sectorielles du travail des pays

---

contractée en monnaie étrangère s'il n'est excédentaire dans son commerce en monnaies convertibles; si les pays aux monnaies convertibles refusent d'acheter aux endettés, ils les mettent dans l'impossibilité de rembourser; d'où le second paradoxe: les empêchant de rembourser, ils leur "consentent" de nouveaux crédits pour couvrir les retards de paiement (auxquels ils les forcent!) et réussissent ainsi à faire croître l'endettement des endettés sans que ceux-ci ne puissent s'y opposer, ni ne reçoivent aucun cent); enfin, le FMI aurait été justifié à laisser les endettés limiter, par voie tarifaire ou autre, leurs importations, en particulier celles qui sont absolument inutiles au développement, puisqu'elles réduisent encore leur capacité de remboursement!

16. La valeur scientifique des arguments théoriques invoqués est strictement nulle: ils sont la conclusion de modèles mathématiques aux hypothèses strictes, mais dont tout le monde sait qu'elles n'ont aucun rapport avec la réalité; il est donc scientifiquement illégitime de faire comme si ces conclusions étaient applicables à des situations concrètes.

du Sud: pour eux, quoi qu'on en dise, ce sont des prix faux. Un tel système de prix constitue un obstacle incontournable à l'adoption de techniques susceptibles d'élever la productivité du travail dans de nombreux secteurs d'activité; il permet le prélèvement et le transfert à l'extérieur de tout ou partie du surplus de l'activité productive; il rend "non rentables" des activités qui contribueraient au développement (on se laisse prendre à ce piège quand on se contente d'une étude du projet au niveau des apparences, sans se demander pourquoi le système des prix semble le condamner).

d/ Pendant des années, l'idée d'une économie mondiale a pu s'imposer à beaucoup; le terme "interdépendance" permettait de faire croire à la fin des dominations. Cependant, il fallut bien prendre en compte les rivalités entre les trois pays les plus puissants, Etats-Unis, Allemagne, Japon, d'abord pour élargir l'espace de sa propre domination, pour le structurer ensuite (17). Certes, au moment même où l'idée d'un monde tripolaire se répand, on en discerne davantage les faiblesses, voire les contradictions (18). Néanmoins, nulle part, on ne peut envisager d'initier un processus d'industrialisation sans tenir compte ou de l'affiliation à un des ensembles polarisés, ou des luttes effectives en ce lieu pour obtenir sa future affiliation. En chaque lieu, quelque projet que ce soit peut renforcer les pressions à l'affiliation -le pays dominant fera

17. Initiative pour les Amériques, zone de co-prospérité en Asie du Pacifique, CEE et pays associés (ACP).

18. On observe en particulier que la moitié de la population du monde environ n'"appartient" encore à aucun des espaces ainsi organisés, l'Inde, la Chine, les Républiques issues de l'URSS, le Brésil aussi. Cette situation rend fragile les édifices qui cherchent à se structurer: il suffit que l'une ou l'autre de ces baleines se rattache à (ou se laisse aborber par) l'un ou l'autre de ces pôles pour que l'équilibre toujours précaire qui existe entre eux soit bouleversé.

pression sur le Système des Consultations pour qu'il aide à la réalisation du projet- ou au contraire contribuer à rendre le pays plus autonome -on peut s'attendre à des pressions de sens inverse de la part de la puissance localement dominante.

e/Une des transformations de l'économie du monde qui a le plus modifié la situation relative du Tiers-Monde, et exige d'en tirer les conséquences dans le fonctionnement du Système des Consultations, est le bouleversement des technologies que la crise a généré, comme chaque crise précédente du mode de régulation l'a fait en son temps, à sa manière. L'écart entre les niveaux des techniques dans les pays avancés et dans ceux du Tiers-Monde est plus considérable que jamais. Il ne s'agit plus, ni dans l'agriculture ni dans l'industrie, d'un retard technologique, à même d'être comblé par la construction d'une base autonome d'accumulation interne, à partir d'un ensemble cohérent d'industries de base (mécanique, chimie), aisées à repérer, rapidement maîtrisables par la main-d'oeuvre locale. Il s'agit d'une différence de nature: la troisième génération d'industries ne peut être abordée sans que la seconde n'ait été construite, et ne l'ait été sur une base moderne, et sans une formation de la main-d'oeuvre autrement plus avancée que celle qu'exigeait la génération précédente.

Les new comers ont toujours la possibilité d'aller plus vite que les anciens: les Etats-Unis, le Japon, la Corée ou Taiwan l'ont successivement montré. Il n'y a pas de raison que d'autres pays ne réalisent les mêmes performances, à condition de tenir compte de l'élément radicalement nouveau introduit par le changement technologique récent.

Chacun des anciens new comers avait pu lancer sa base industrielle à partir de la conjonction de trois facteurs:

-un afflux massif de capitaux gratuits (dans le cas du Japon, ce fut un prélèvement considérable sur ses voisins, Chine, Mandchourie en particulier, Corée), suscitant le développement d'un capital national indépendant,

-la possibilité d'acheter à l'extérieur les premiers biens de capital, tant parce que la technologie extérieure était plus avancée sans être en état de rupture avec les besoins, que parce que chacun de ces new comers avait pu se donner un système de prix relatifs correspondant à la structure des productivités sectorielles du travail; il était alors possible de maîtriser ces techniques et de les faire évoluer peu à peu,

-un rôle décisif de l'Etat, au moins dès la génération du Japon, et de plus en plus important de génération en génération, qu'il s'agisse de la protection de l'agriculture ou de l'organisation de l'industrie (19).

---

19. Le dernier en date des new comers, la Corée, illustre parfaitement ces trois points. Après la guerre de 1950-1953, du fait de sa position stratégique, la Corée est le lieu de très importantes dépenses militaires des Etats-Unis -hors même l'aide économique et militaire- pour construire les infrastructures de la guerre froide. Cette masse très abondante de dépenses équivaut à autant de capitaux gratuits, stimulant l'industrie de matériaux de construction et la sidérurgie, permettant au capital national de poser les premiers éléments d'une base autonome d'accumulation interne. Le gouvernement exproprie les banques, et emprisonne les banquiers, les laissant cependant sortir de prison s'ils s'engagent à investir selon les objectifs du plan. Dès 1960, il encourage à la fois les industries du textile et des biens de production (d'abord par pure copie des biens importés, puis, peu à peu par adaptation aux conditions locales). Le salaire urbain est fixé longtemps à un niveau dérisoire, la moitié du minimum vital, le système fonctionnant grâce aux compléments envoyés par la famille paysanne, ce qui était le moyen de prélever au profit de l'industrie une partie du surplus de l'agriculture, la réforme agraire imposée par les américains et la très forte protection douanière lui ayant donné les moyens de son développement. Il en sera ainsi jusqu'aux révoltes de la fin des années 1970, le moment où la population urbaine est trop importante pour que ce transfert du surplus agricole soit suffisant. Malgré cela, le pays doit

Mais aujourd'hui, la situation des pays du Tiers-Monde est presque l'inverse sur chacun de ces points: nous avons déjà évoqué la dette (inverse des capitaux gratuits), les prix relatifs (le FMI, et le GATT veillent à ce qu'il n'y ait ni système de changes multiples, ni protection, ni subvention d'Etat). Le bouleversement technologique a pour conséquence que les biens d'équipement qui seraient nécessaires au progrès de l'agriculture et de l'industrie, compte tenu de leur état et du niveau de formation des hommes, ne sont plus produits par les pays les plus avancés, et ne peuvent donc lui être achetés.

Bien plus, le discours sur la modernité constitue un danger additionnel car il tend à faire intérioriser cette idée que les techniques les plus modernes sont nécessaires au développement (20). Ce discours est entretenu dans le cadre de

---

importer massivement, à commencer par les machines dont il a besoin (30 % des importations): par conséquent, il doit exporter pour les payer; et, comme, malgré le niveau élevé de l'exploitation du travail, la production industrielle se fait à des coûts plus élevés que les prix mondiaux, il faut que des subventions encouragent les exportations de l'industrie -elles peuvent atteindre la moitié du coût de production. Le fait est que le GATT a laissé se constituer ainsi un système de changes multiples (même s'il ne dit pas son nom), et un système de prix relatifs indépendant de ceux du marché mondial. La balance commerciale demeure déficitaire jusqu'en 1986, malgré la compression des importations qui ne se relâchera qu'en 1987: à cette époque, l'industrie coréenne a acquis une capacité d'exportation supérieure à celle de tout autre pays du Tiers-Monde, ce qui permet effectivement à la Corée d'être la seule à rembourser sa dette externe, et ce malgré les accords d'autolimitation des exportations auxquels elle doit se soumettre, car elle peut à elle seule occuper une part importante du marché que les pays développés tolèrent aux autres.

20. Il y aurait beaucoup à dire sur la notion de technique moderne: en fait, on entend par là la technique la plus récente dans les pays développés. Mais on ne peut oublier que l'histoire des techniques n'est pas une histoire technique et que chaque société produit les techniques qui répondent à ses besoins, ou tout au moins à ceux des forces productives dominantes: dès lors, il n'y a aucune raison pour que les techniques à l'oeuvre au Japon puissent assurer le développement du Tchad. C'est en ce sens que le discours sur

l'autonomisation de la production internationale, car il lui fournit la justification de sa présence et de sa pratique.

Ceci ne signifie nullement que le progrès du Tiers-Monde est impossible, mais en fixe les exigences. On peut suppléer assez facilement au premier facteur indiqué si la dette est rapidement annulée (21). Il ne sera possible de suppléer au second que si le commerce Sud-Sud se développe à partir des biens de capital encore adaptés aux exigences techniques des premières phases du développement que produisent des pays comme la Corée, le Brésil, certains pays de l'ASEAN, l'Algérie, et déjà l'Inde, etc, ou que produisaient avant leur destruction systématique les pays de l'Europe centrale et orientale. Quant au troisième, il implique que l'on cesse de confondre dans les pays avancés le discours sur le "moins d'Etat" avec la revendication par le capital lui-même d'un "autre Etat", et que l'on se rende compte de l'importance des pouvoirs que dans des pays comme le Japon et l'Allemagne l'Etat a transféré aux organisations privées, afin de les libérer de la contrainte au respect des minorités pour une plus grande efficacité.

f/Enfin, il faut accorder toute l'importance qu'il mérite à l'environnement. On se contentera ici de trois observations simples. D'une part, on ne peut laisser le Nord dénoncer la

---

la modernité est aussi un discours de la crise: il est là pour justifier que les forces dominantes imposent les techniques à travers lesquelles elles imposent leur pouvoir. Il serait très intéressant de comparer le discours actuel aux émotions de beaucoup quand l'Algérie cherchait à se doter d'une industrie mécanique ou chimique "moderne" au début des années 1970, alors qu'il s'agissait de la génération précédente d'industrie et que ces techniques étaient alors moyen d'indépendance.

21. En combinant le rôle des banques commerciales internes, le commerce Sud-Sud, et les ventes au Nord (la réduction du besoin de lui vendre due aux deux premiers facteurs permettant une revalorisation des produits de base).



dégradation de l'environnement sans rappeler que s'il y a effectivement une pollution de la misère, il y a une pollution de l'opulence, et que celle-ci est sans commune mesure avec la première. D'autre part, on ne peut laisser calculer des quotas de pollution en fonction des PNB, par opposition à ce que seraient d'éventuels quotas en fonction des populations (22). Enfin, il serait abusif de parler de la pollution dans le Sud comme si elle n'était que le fait des populations: de grandes sociétés ont détruit une part de la forêt amazonienne avant que les petits paysans minifundiaires ne s'y attaquent, et dans beaucoup de pays ce sont les firmes transnationales qui imposent que l'eau leur soit fournie en priorité, même si son captage doit destabiliser l'agriculture et accroître l'exode vers les villes, phénomène dangereusement vicieux s'il en est.

Ces observations ne sauraient être interprétées comme une quelconque minimisation de l'urgence et de la gravité des problèmes de l'environnement: elles soulignent l'importance de concevoir la sauvegarde de l'environnement dans le cadre même du procès de développement de l'agriculture et de l'industrie, ce qui rejoint tout autant les choix de branches que ceux des techniques, et la nécessité de ne pas confier aux forces qui ont montré leur capacité de destruction le soin de décider des investissements à faire ou à ne pas faire.

Ces observations faites qui tendent à cerner quelques-uns au moins des éléments qui constituent le cadre dans lequel les processus de développement doivent être envisagés, il est possible d'en tirer des conclusions quant au fonctionnement du Système des Consultations.

22. Ce débat a quelque chose à voir avec celui de la seconde moitié des années 1970 sur le droit de la mer.

\*

\* \*

### 1. Sur la préparation des Consultations.

Deux propositions peuvent être faites.

a/ Les Consultations, qui ne peuvent jamais que concerner une industrie déterminée, devraient cependant s'inscrire dans le cadre d'une vision globale du développement du pays ou de la région concernée. Le rapport préparatoire doit préciser comment cette activité s'insère dans l'économie actuelle et comment elle se projette dans son développement.

Ce cadre général permettra de définir en particulier le type de technologie qui doit être retenu, en fonction de l'articulation de l'activité considérée avec les autres activités dans le contexte desquelles elle doit s'insérer, et du niveau de formation des hommes qui auront en charge de la mener. Le caractère le plus récent de la technologie, ou du moins de celle que les firmes transnationales acceptent de transférer, ne sera pas nécessairement le critère. Parmi les critères de choix, une place sera faite au contenu en importations - que les rapports préparatoires ont à préciser - qu'il est toujours utile de minimiser.

On devrait être à même, dans cet ordre d'idées, de faire coïncider deux Consultations, s'il apparaît que l'on ne peut valoriser une activité productive donnée qu'en liaison avec une autre qui lui est étroitement liée du point de vue du développement.

La précédente recommandation est d'autant plus importante que la Consultation concernerait non un pays isolé, mais une Région de pays décidant de construire ensemble leur développement: cette coopération n'est durablement possible que si les activités sont judicieusement réparties entre tous les pays.

b/Le rapport préparatoire pour une Consultation devrait indiquer l'ensemble des mesures qui doivent accompagner la création de l'activité nouvelle.

Parmi ces mesures, on insistera en particulier sur:

- les conditions du financement étudiées tant du point de vue de la rentabilité de l'activité considérée que de l'équilibre de la balance du pays considéré;
- le système de prix relatifs qui permet à cette activité de fonctionner dans le pays considéré; la protection (tarifaire ou non) a moins pour objet de protéger les industries dans l'enfance que de donner au pays un système des prix relatifs aussi proche que possible de la structure de ses productivités sectorielles;
- l'insertion de l'activité dans le contexte environnemental du pays (ou de la région considérée), l'approvisionnement en eau, en énergie et en moyens de transport en particulier.

## 2.L'échelle de la Consultation.

Les préoccupations ici exprimées, qui tendent à montrer que la procédure des Consultations continue à être un élément essentiel de l'action générale de l'ONUDI, tendent aussi à montrer qu'il est utile de rapprocher davantage le Système des

Consultations du champ sur lequel les réalisations sont envisagées.

Une Consultation, si elle ne veut pas rester abstraite, ne peut concerner que des pays qui ont des caractéristiques très proches. Ce qui a fait l'efficacité de tout processus de développement est l'insertion des activités créées dans le tissu socio-économique local. Dans cet ordre d'idées, il semble possible d'envisager deux niveaux de Consultations:

- les Consultations régionales, pour l'ensemble des pays de la même région géographique qui décident de coopérer entre eux, mettront l'accent sur les problèmes généraux de la Région considérée, et à la fois sur les activités communes (une usine produisant pour la Région) et sur les activités qui doivent être localisées dans chaque pays pour permettre un minimum d'équilibre dans les échanges entre eux et dans le partage du pouvoir que représente l'industrie; si la Consultation ne peut concerner qu'une activité à la fois, il faut élaborer préalablement le programme de toutes celles qui devront avoir lieu pour donner corps à cette coopération;
- les Consultations par pays pour les activités qui concernent plus spécifiquement un pays considéré dans son isolement.

### 3. Les participants aux Consultations.

Tout ce qui a été dit ici tend à montrer qu'il est essentiel de distinguer les niveaux technologiques.

Les Consultations qui concernent les pays du Sud les plus avancés doivent recevoir la participation des firmes susceptibles de répondre à leurs exigences techniques.

Les Consultations qui concernent des pays moins avancés (les LDCs) doivent surtout attirer les firmes des pays du Sud à même de proposer des techniques mieux adaptées aux besoins du développement. De ce point de vue on attachera une importance particulière aux firmes qui produisent dans le Sud les biens d'abord nécessaires aux agricultures les moins avancées, ces produits (l'outillage agricole requis) qui ne sont plus produits dans le Nord.

Les Consultations qui concernent des pays moins avancés (les LDCs) doivent surtout attirer les firmes des pays du Sud à même de proposer des techniques mieux adaptées aux besoins du développement. De ce point de vue on attachera une importance particulière aux firmes qui produisent dans le Sud les biens d'abord nécessaires aux agricultures les moins avancées, ces produits (l'outillage agricole requis) qui ne sont plus produits dans le Nord.